

raux à la Conférence du désarmement à laquelle les cinq puissances nucléaires siégeaient. Les dépenses militaires de la planète avaient atteint un billion (10^{12}) de dollars par année, au détriment des programmes de développement et des efforts économiques; en outre, avait point à l'horizon la menace d'une nouvelle course aux armements tant défensifs qu'offensifs dans l'espace extra-atmosphérique, laquelle risquait d'atteindre des proportions incalculables, de coûter énormément cher et de déstabiliser le monde.

Conscients que la troisième conférence d'examen du NPT risquait d'aboutir à un échec, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'URSS et leurs alliés avaient déployé d'énormes efforts pendant l'année précédente pour exhorter d'autres pays à adhérer au Traité et pour persuader tous les pays non nucléaires d'assouplir leurs positions et de tempérer leurs revendications à l'endroit des puissances nucléaires. Celles-ci ont rappelé avec insistance que le Traité était essentiel à la sécurité des États non nucléaires et à celle des pays nucléaires, et qu'en présentant à ces derniers des exigences trop grandes pour qu'ils y satisfassent, les pays non alignés risquaient d'affaiblir le Traité.

De leur côté, plusieurs pays non alignés invitèrent toutes les autres nations de leur groupe à prendre les mesures voulues pour assister à la conférence (ce qui n'était pas facile pour un certain nombre de petits pays, en raison du personnel et des fonds qu'une telle tâche nécessitait), de façon à pouvoir exercer ensemble des pressions aussi fortes que possible sur les puissances nucléaires afin de les amener à écouter d'une oreille plus conciliante les revendications des États non nucléaires.

En fin de compte, 86 des 130 parties au Traité ont assisté à la conférence. Comme le nombre des participants représentant l'Occident et le monde socialiste était demeuré le même, les pays non alignés se sont retrouvés plus nombreux qu'en 1980, ce qui leur a donné plus de poids pendant les débats. La veille de l'ouverture de la conférence, l'incertitude régnait et l'on se demandait avec inquiétude quelle en serait l'issue. En fait, des pays occidentaux craignaient qu'elle se soldât par un échec comme en 1980 et qu'elle se terminât encore une fois sans que les participants s'entendissent sur une déclaration finale.

Dès l'ouverture de la conférence, il fut clair que les débats porteraient surtout sur la mise en oeuvre de l'article VI du NPT et que de nombreux États non dotés de l'arme nucléaire exprimeraient tant et plus leur déception et leur frustration face à l'absence de progrès vers une interdiction complète des essais, aspect qui leur semblait constituer une condition préalable à la cessation de la course aux armements nucléaires et un premier pas vers le désarmement nucléaire.

Dans le message qu'il a adressé aux participants à la conférence, le Secrétaire général des Nations-Unies, M. Javier Pérez de Cuéllar, a mis le doigt sur l'essentiel quand il a déclaré :

“À moins que les grandes puissances mettent fin à la course aux armements nucléaires et qu'on jugule l'accroissement des moyens militaires nucléaires, le terrible spectre des destructions massives grandira encore davantage.”

Faisant allusion aux engagements pris dans l'article VI, il a ajouté :

“À cet égard, la mise en oeuvre du Traité s'est surtout faite d'un seul côté, et l'on peut comprendre les inquiétudes et le mécontentement profond ressentis de ce fait par les parties non dotées d'armes nucléaires. Il importe de reconnaître que si un camp ne s'impose aucune limite, on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que l'autre se soumette unilatéralement à des restrictions.”

Sauf quelques-uns, les orateurs ont accusé les puissances nucléaires de n'avoir pas respecté l'engagement qu'elles avaient pris d'arrêter puis de renverser la course aux armements nucléaires, et ils ont été unanimes à réclamer avec insistance la fin des essais d'armes nucléaires et la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète de tels essais. Ils ont aussi souligné l'importance pour tous de préserver le Traité en s'entendant sur une déclaration commune à la fin de la conférence. L'URSS a attiré l'attention sur les efforts répétés qu'elle avait accomplis pour reprendre les négociations concernant l'interdiction des essais, sur le fait qu'elle avait suspendu unilatéralement ses essais nucléaires jusqu'au 1^{er} janvier 1986, sur son offre de prolonger ce régime si les États-Unis acceptaient de lui emboîter le pas, et sur sa volonté d'instaurer un gel nucléaire et de favoriser le désarmement nucléaire. Les États-Unis ont répété que la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais demeurerait pour eux un objectif à long terme et qu'une telle interdiction ne diminuerait pas le nombre des engins nucléaires; à leurs yeux, il fallait d'abord et avant tout réduire considérablement les arsenaux nucléaires existants.

Des délégués des pays non alignés ont réitéré les demandes que leurs gouvernements avaient formulées aux deux premières conférences d'examen et ils ont réclamé un gel nucléaire. Ils ont exhorté les États-Unis et l'URSS à conclure au plus tôt une entente pour empêcher la course aux armements de se propager dans l'espace extra-atmosphérique et pour y mettre fin sur terre. Le Mexique a signalé aux participants que, s'ils ne parvenaient pas à s'entendre par consensus sur une déclaration finale, il faudrait prendre les mesures voulues pour voter sur une ou plusieurs résolutions.